



Que faire des restes ?

Le réemploi dans les sociétés
d'accumulation

*Natalie Benelli, Delphine Corteel,
Octave Debary, Bénédicte Florin,
Stéphane Le Lay, Sophie Rétiş*

SciencesPo
LES PRESSES

Que faire des restes ?

Le réemploi dans les sociétés
d'accumulation

Natalie Benelli
Delphine Corteel
Octave Debary
Bénédicte Florin
Stéphane Le Lay
Sophie Rétif

Sommaire

Les auteurs	7
Introduction	9
Chapitre 1 – Le réemploi Redéfinir des activités, construire un secteur	17
Chapitre 2 – Le réemploi et les formes d'emploi	31
Chapitre 3 – La formation de la valeur économique	41
Chapitre 4 – Récupérer, trier, recycler Le travail des récupérateurs en Égypte et au Maroc	57
Chapitre 5 – Circulation des objets, histoires et transmissions Les ventes de granges en Suède	71
Chapitre 6 – Le réemploi créatif Entre subversion et réitération des inégalités sociales	79
Conclusion	87
Annexe – Terrains d'enquête	97
Bibliographie	107

Les auteurs

Natalie BENELLI est sociologue indépendante. Elle enseigne la sociologie et les politiques sociales à la Haute école de travail social de Lucerne (Suisse). Ses travaux portent sur les métiers de service, le nettoyage, les divisions du travail et le « sale boulot ». Elle s'intéresse également aux pratiques et rhétoriques néolibérales de mise au travail forcée des populations marginalisées dans le cadre des politiques de *workfare*. Elle a notamment publié « Sweeping the Streets of the Neoliberal City : Racial and Class Divisions among New York City's Sanitation Workers », *Journal of Workplace Rights*, 16 (3-4), 2011-2012.

Delphine CORTEEL est anthropologue, maître de conférences à l'Université de Reims, chercheure à l'IDHES (CNRS/ENS Cachan) de 2008 à 2016, puis au laboratoire REGARDS (Université de Reims). Elle s'intéresse aux pratiques de récupération, à celles et à ceux qui s'y livrent et aux conditions dans lesquelles ils exercent ce travail aux abords des déchets. Elle a coordonné le projet de recherche qui a donné lieu à cet ouvrage. Elle a notamment publié, avec Stéphane Le Lay, *Les Travailleurs des déchets*, Toulouse, Erès, 2011.

Octave DEBARY est anthropologue, professeur à l'Université de Paris-Descartes-Sorbonne, chercheur au CANTHEL et au LAHIC (CNRS-EHESS). Il travaille sur la façon dont une société met en mémoire son histoire à partir de ses restes, participant ainsi autant à son souvenir qu'à son oubli. Il a dernièrement publié deux ouvrages sur ces sujets, *Voyage au Musée du quai Branly*, avec Mélanie Roustan (préface de James Clifford), Paris, La Documentation française, 2012, et *Videgreniers*, avec Howard S. Becker (texte) et Philippe Gabel (photographies), Grane, Créaphis, 2011.

Bénédictte FLORIN est géographe, maître de conférences à l'université de Tours et chercheure au sein de l'équipe Monde arabe et Méditerranée de l'UMR CITERES. Ses recherches portent sur les villes du monde arabe et turc. Depuis 2007, elle s'intéresse plus particulièrement aux récupérateurs de déchets, aux politiques et systèmes de gestion des déchets au Caire, à Casablanca et à Istanbul, dans une perspective comparative. Elle a notamment publié, avec Claudia Cirelli, *Sociétés urbaines et déchets. Éclairages internationaux*, Tours, Presses universitaires François Rabelais, 2015.

Stéphane LE LAY est sociologue, associé à l'Équipe psychodynamique du travail et de l'action (CNAM-Paris 5). Il est spécialisé dans les questions de travail et de santé au travail, en particulier chez les classes populaires. Dans une optique théorique visant à rapprocher les analyses en termes de rapports sociaux (sexe, classe et race) de celles développées dans le cadre de la psychodynamique du travail, il étudie

depuis plusieurs années les métiers liés à la prise en charge des déchets dans nos sociétés. Parmi ses dernières parutions : « Être éboueur-e à Paris », *Travail, genre et sociétés*, 33, 2015 et « Enseignements empiriques et éthiques d'une biffe sociologique parmi les éboueurs parisiens », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 205, 2014.

Sophie RÉTIF est docteure en science politique et membre d'Arènes-Crape (CNRS UMR 6051). Ses travaux portent principalement sur le secteur associatif et sur ses spécificités en tant qu'espace de participation politique et que monde du travail. Elle s'intéresse également aux politiques d'insertion et à leur articulation avec les politiques environnementales. Elle a notamment publié *Logiques de genre dans l'engagement associatif*, Paris, Dalloz, 2013, et *Exploiter les difficultés méthodologiques. Une ressource pour l'analyse en sciences sociales* (avec Christine Guionnet), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

*

La recherche qui a mené à cet ouvrage a été financée par le programme « Déchets et Sociétés » de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), convention n° 1002C0144 OTP34863. Elle a été réalisée entre 2011 et 2014 par Natalie Benelli, Delphine Corteel, Octave Debary, Bénédicte Florin, Stéphane Le Lay et Sophie Rétif. Le travail de terrain de Natalie Benelli a été financé par le Fonds national suisse de la recherche scientifique dans le cadre d'une bourse postdoctorale allouée au projet « À qui le sale boulot ? La construction des catégories de sexe, race et classe dans le nettoyage urbain. Étude comparative à New York, Milan et Lausanne ». Elle a bénéficié du soutien et de l'accueil de l'IDHES (ENS, Cachan) où les auteurs de cet ouvrage ont tenu un séminaire en 2011 et 2012. Ce séminaire s'est prolongé en 2013 et 2014 au Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée de Marseille (Mucem), sous le titre « Requalifier les restes. De la poubelle au musée », grâce à l'équipe du département de la recherche du musée et à la collaboration de son directeur, Denis Chevallier. Cette collaboration s'est poursuivie par la participation des auteurs à l'exposition *Vies d'ordures !* présentée au Mucem du 22 mars au 14 août 2017.

Introduction

Des chutes de cuir, quelques vieux livres, des tasses dépareillées, un casier en plastique usagé, un grille-pain cabossé, des boucles de ceinture non utilisées, des bobines de fil dont la teinte ne correspond plus aux tendances du moment, un vieil ordinateur, une imprimante hors d'âge... que faire de ces restes ? Quelle peut être leur valeur ? Ont-ils encore un avenir ? Qui peut s'en charger ?

La question de l'avenir à donner à nos restes se pose avec insistance. La problématique écologique est devenue une préoccupation de la société d'accumulation. Une société qui produit de plus en plus de richesses tout en prétendant limiter les déchets. Face à l'augmentation du volume de déchets – 345 millions de tonnes en France en 2012 selon les derniers chiffres publiés par le ministère de l'Environnement¹ –, la question de leur traitement et de leur élimination s'est muée en un objectif de requalification par le recyclage, par la réutilisation et, récemment, par le réemploi. La phase déchet de la « vie sociale des choses² », moment où l'objet est sans usage et sans valeur, ne devrait plus être que transitoire. Il doit redevenir ressource. C'est pourquoi les politiques publiques de prévention de la production de déchets incitent les collectivités, les entreprises et les ménages à ne pas jeter les objets sans usage,

1. Commissariat général au développement durable, « Bilan 2012 de la production de déchets en France », *Chiffres et statistiques*, 615, mars 2015.

2. Appadurai, Arjun (ed.), *The Social Life of Things. Commodities in Cultural Perspective*, Cambridge (Mass.), Cambridge University Press, 1986.

faisant par là même émerger le terme réemploi. Défini en 2008 par une directive européenne (2008/98/CE), il désigne « toute opération par laquelle des produits ou des composants qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus³ ». Il caractérise un ensemble d'activités portant sur des objets au statut transitoire et équivoque : des objets extraits de la catégorie des déchets et réintroduits dans celle d'objets utiles, voire de marchandises. Ces politiques de prévention entendent ainsi éviter que des objets ou des matières encore utilisables, délaissés par leurs propriétaires, ne deviennent des déchets au sens juridique et administratif. Selon l'article L. 541-1-1 du code français de l'environnement « toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire » est considéré comme déchet. S'ensuit une série de distinctions selon les risques que les déchets font courir à l'environnement ou aux humains (dangereux/non dangereux), selon la provenance (déchets des ménages, des activités économiques, etc.), selon le responsable de leur collecte et de leur traitement (producteur ou collectivité)⁴. Pour éviter que les objets délaissés ne deviennent des déchets, au sens des politiques publiques, il faut les remettre en circulation afin de leur trouver un nouvel usage, un nouveau propriétaire. Des objets abandonnés changent ainsi de main et de régime de valeur, ils sont repérés, déplacés et réintégrés dans un nouveau cycle d'échange.

Au-delà de la définition administrative, tous les objets utilisés (usés, cassés, abîmés) ou non (neufs) dont on décide de se séparer posent la question de leur circulation. L'objet-reste que l'on déplace au point de l'abandonner implique le mouvement. Comme le souligne Wlad Godzich, « quelque part, parmi les choses, il y a cette entité curieuse qui n'est pas encore ou déjà plus le sujet et qui tente de persister [...]. Son emplacement dans l'indécidable ne

3. Le réemploi est juridiquement distinct de la réutilisation, qui concerne des produits ou des composants devenus des déchets, et du recyclage, qui est une opération de valorisation de la matière et qui opère généralement sur une base industrielle. Dans la pratique, les trois s'entremêlent souvent. Il est difficile de faire la différence entre réemploi et réutilisation et beaucoup d'objets destinés au réemploi sont finalement envoyés dans des filières de recyclage de matière.

4. Maël Andrieu, Xavier Ghewy, Christian Mathery et Doris Nicklaus, *Lexique à l'usage des acteurs de la gestion des déchets*, Commissariat général au développement durable, Direction générale de la prévention des risques, mai 2012.

l'immobilise pas, bien au contraire. Il la contraint au mouvement⁵ ». Le déchet dérange dans sa persistance à être encore, à demeurer. Il faut s'en séparer, le conduire au-delà des frontières de chez soi. Son ontologie est spatiale et circulatoire, comme l'a montré Mary Douglas⁶. Il n'est pas à sa place, parfois n'a pas de place. « La saleté est quelque chose qui n'est pas à sa place. Cette idée [...] suppose, d'une part, l'existence d'un ensemble de relations ordonnées et d'autre part, le bouleversement de cet ordre⁷ ». Le déchet renvoie à l'expérience de la décomposition, à une altérité insoutenable qui représente un danger pour l'équilibre et l'unité sociale.

Les arts mis en œuvre par les sociétés pour traiter leurs déchets, disposer de leurs restes, offrent un riche sujet de réflexion aux sciences humaines. « Les déchets sont le double de la civilisation (ou son ombre), nous les fuyons pour trouver assez d'espace pour vivre », écrit John Scanlan⁸. La nécessité de rites de purification s'oppose à la propagation et à la contamination de la souillure. Ils préservent le corps social ou individuel dans son intégrité. La saleté (dont les définitions varient selon les cultures) représente un désordre dans l'ordonnement, le classement d'une société. Il faut s'en débarrasser pour conserver l'intégrité de l'ordre social et sa reproduction. Le nettoyage et l'exclusion des déchets sont une (re)mise en ordre de la culture. Le déchet fonctionne comme le référent d'une identité négative : tout ce qui n'est pas déchet a de la valeur. La culture maintient en vie ses productions, ses objets et, au seuil de leur non-recyclabilité, les congédie comme déchets (ultimes).

Petite histoire des pratiques de récupération

Les objets-restes sont ramassés, collectés, récupérés, parfois recyclés ou réemployés. Ils passent de lieu en lieu, de main en main et sont sommés de servir encore à quelque chose. Objets-déchets, déchets recyclables, résidus, matière, objets de brocante ;

5. Wlad Godzich, « Prendre des lanternes pour des vessies », dans Johanne Villeneuve, Brian Neville et Claude Dionne (dir.), *La Mémoire des déchets. Essais sur la culture et la valeur du passé*, Montréal, Nota Bene, 1999, p. 29-41.

6. Mary Douglas, *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte, [1967] 2001.

7. *Ibid.*, p. 55.

8. John Scanlan, *On Garbage*, Londres, Reaktion Books, 2005.

de la poubelle au musée, ils tentent de gagner une destination qui leur assure un futur. Le devenir autre de l'objet devenu déchet met à l'épreuve la persistance de sa présence au milieu des vivants. Il y a autant nécessité de le mettre à distance pour s'en défaire que d'en faire autre chose. Lui redonner une valeur.

Cette perspective représente une rupture. En effet, le terme de réemploi requalifie des activités pratiquées depuis longtemps dans la plupart des pays et qui avaient reçu des noms divers comme chiffonnage, biffe, chine, etc. Mais jusqu'à ce que la question des déchets devienne un enjeu politique et que la récupération des objets et matières déchus soit organisée par l'État ou par des associations, le réemploi n'avait pas bonne presse. Il n'était pas considéré comme une pratique vertueuse à encourager. Activité de nécessité et de nécessiteux, le réemploi était généralement marqué du sceau de l'infamie et de la déqualification sociale, surtout à partir des années 1950. Comme le note François Dagognet, avec l'avènement de la société de consommation, l'objet neuf a été fétichisé ; l'ancien et l'abîmé, rejetés⁹. Durant les Trente Glorieuses, le gaspillage est signe de richesse, voire de libération. On s'occupe peu des déchets et du contenu des poubelles, pourvu qu'elles soient pleines et vidées régulièrement. Selon Gérard Bertolini, autrefois, « la richesse de l'agriculteur s'appréciait à l'ampleur du tas de fumier dans la cour de la ferme. La richesse des sociétés modernes s'apprécie à la taille de la poubelle et à la fréquence de son enlèvement¹⁰ ». La récupération est alors considérée comme une activité appartenant au passé, pratiquée par des individus en marge de la modernité : elle est vouée à s'éteindre.

La fin des années 1970 marque un tournant avec la montée des préoccupations écologistes suscitées par la pollution, la surproduction de déchets et la surexploitation des ressources naturelles. En France et dans les autres pays européens, la législation sur la gestion des déchets évolue et conduit, au début des années 1990, à l'introduction et au développement de la collecte sélective et du recyclage industriel¹¹. Dans leurs discours comme dans leurs actes, certains militants écologistes réhabilitent les pratiques de récupération, d'auto-fabrication et d'autoconsommation¹². En 1984, la première

9. Jean-Claude Beaune (dir.), *Le Déchet, le rebut, le rien*, Seyssel, Champ Vallon, 1999, p. 200-209.

10. *Ibid.*, p. 40.

11. Gérard Bertolini, *Le Marché des ordures*, Paris, L'Harmattan, 1990.

12. Geneviève Pruvost, « L'alternative écologique au quotidien. Vivre et travailler autrement », *Terrain*, 60, 2013, p. 36-55.

ressourcerie française voit le jour à Beauvais. Cette structure, à la fois magasin d'occasion et déchetterie, s'inspire du modèle des communautés Emmaüs qui se sont développées en France au lendemain de la seconde guerre mondiale. Alors qu'Emmaüs privilégie la lutte contre la pauvreté et le mal-logement, les initiateurs de la ressourcerie veulent combattre la surproduction de déchets et modifier les pratiques de consommation. Les brocantes font alors l'objet d'un véritable engouement : pratique de nécessité, volonté de rompre avec la standardisation des biens neufs, amour des vieilles choses. Les vide-greniers où se ravivent les histoires du passé et les « foires-à-tout » deviennent un loisir dominical, comme le montrent les travaux d'Octave Debary. C'est aussi l'époque où l'art brut, « art des fous » et des marginaux, souvent réalisé à partir de matériaux récupérés, est reconnu et diffusé dans les lieux de la culture légitime, par exemple à Lausanne en 1976 autour de la collection de Jean Dubuffet ou au Musée d'art moderne de la Ville de Paris en 1978, ou encore dans de nouveaux lieux comme la Fabuloserie en 1982, dans l'Yonne, ou la Halle Saint-Pierre à Paris en 1995¹³. Peu à peu des pratiques délaissées, voire méprisées, changent de statut. Les classes moyennes et certaines fractions des classes supérieures commencent à adopter des modes de consommation raisonnée et raisonnable¹⁴. Elles s'approprient les gestes de récupération et de réhabilitation de vieux objets.

Aujourd'hui, alors que la responsabilité écologique ou citoyenne incite les individus comme les entreprises à lutter contre la disparition, et pour la réduction, des déchets, la société marchande promet une nouvelle vie à des objets passés d'usage, destinés à disparaître. Les travailleurs des déchets s'activent à recréer des objets à partir de ces restes.

La question du réemploi de ces rebuts se pose en miroir à celle de l'employabilité de personnes parfois considérées comme irrécupérables par la société. Les emplois liés au travail d'objets ou de matières en décomposition (stigmatisés et en sursis) sont souvent difficiles à pérenniser et à valoriser, comme le soulignent les auteurs de *Travailleurs des déchets*¹⁵. Aux yeux de ceux qui

13. Laurent Danchin, *L'Art brut. L'instinct créateur*, Paris, Gallimard, 2006.

14. Anaïs Collet, *Rester bourgeois. Les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction*, Paris, La Découverte, 2015.

15. Delphine Corteel et Stéphane Le Lay (dir.), *Les Travailleurs des déchets*, Toulouse, Erès, 2011.

conçoivent les politiques publiques de promotion du réemploi comme aux yeux des entrepreneurs sociaux qui développent des associations dans ce domaine, le recyclage et le réemploi paraissent des solutions pour réhabiliter, dans un même mouvement, des humains jusqu'alors exclus. On va jusqu'à espérer qu'un jour le mot déchet ne soit plus prononcé : tout sera, serait, réemployable, recyclable. Fin de la fin, fin de la mort des choses. Dans son plaidoyer pour le réemploi en architecture, Jean-Marc Huygen affirme que « le déchet n'existe pas¹⁶ ». La réduction des déchets promet une « vie sans » (sans plastique, sans polluants, sans carbone, etc.), une vie réduite à elle-même. Utopie d'une existence si harmonieuse qu'elle tend à se consumer sans restes, atteignant l'équilibre entre production et consommation. Comme si l'absence de débordements (pas de surplus) et l'art de la disparition (pas de restes) devenaient des exigences morales. Les injonctions se multiplient : réutiliser les objets, réduire la consommation. On tente de faire de cet horizon le projet d'une économie (dite circulaire), d'une société intégrant son propre recyclage et « portant la promesse d'un monde sans restes et sans surplus¹⁷ ».

Comment maintenir, sans cesse, les objets hors du statut de déchets ? À qui confier ce travail ? Dans quelles conditions s'exercent ces activités ?

Terrains d'enquête

C'est sur ces questions que se penche notre ouvrage. Il s'appuie sur des enquêtes menées de 2011 à 2014 et décrit des activités et des processus encore peu observés¹⁸. Afin d'explorer des terrains variés quant à leur implantation géographique, à leur forme

16. Jean-Marc Huygen, *La Poubelle et l'Architecte. Vers le réemploi des matériaux*, Arles, Actes Sud, 2008, p. 54.

17. Baptiste Monsaingeon, *Le Déchet durable. Éléments pour une socio-anthropologie du déchet ménager*, thèse de doctorat de philosophie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2014, p. 337.

18. Il faut cependant signaler l'augmentation du nombre de travaux consacrés aux objets, aux restes ou aux déchets et conduits dans une perspective qui dépasse l'aspect technique. Depuis les travaux pionniers de Jean Gouhier et de Gérard Bertolini, puis d'Agnès Jeanjean ou de Dominique Lhuillier, de nombreux ouvrages sont parus et plusieurs thèses récentes ont porté sur ces questions, comme celles de Jérémie Cavé, de Thobias Girard, d'Émilie Guitard, de Stéphanie Messal ou encore de Baptiste Monsaingeon. On peut également signaler les parutions en 2016 du numéro 87 de la revue *Mouvements* intitulé « Où va l'*homo detritus* ? » ainsi que du numéro 65 de *Techniques et culture* : « Réparer le monde. Excès, restes et innovations ».

d'organisation et aux activités pratiquées, nous avons choisi d'étudier des associations dont la récupération constituait l'activité principale en Allemagne, en France, aux États-Unis et en Italie. En Suède, nous avons observé des particuliers qui vendent leurs objets usagés sur le pas de leur porte. Enfin, nous nous sommes penchés sur les collecteurs de déchets en Égypte et au Maroc qui, bien qu'opérant dans le registre de l'informalité, constituent l'un des rouages essentiels de l'économie marchande des déchets.

Dans les pays d'Europe occidentale et aux États-Unis, où la récupération tend à s'imposer comme pratique honorable, elle est largement déléguée par la puissance publique à des associations. Ces dernières embauchent des personnes considérées comme éloignées de l'emploi, croisant politiques de lutte contre le chômage et de réduction de la production de déchets. L'Allemagne constitue toutefois une exception à cet égard : dans ce pays, le recyclage et la récupération sont considérés comme des activités marchandes dans lesquelles l'État ne doit pas intervenir, sauf à fausser les conditions de la concurrence. On n'y trouve donc pas d'équivalent d'Emmaüs (France) ni de Goodwill (États-Unis), magasins associatifs qui revendent à bas prix des objets d'occasion récupérés et dont les emplois sont subventionnés. De ce fait, l'identification d'un terrain de recherche en Allemagne a pris d'autres voies et une série d'enquêtes permettant d'inclure des terrains français, allemands et états-uniens s'est construite autour des enjeux du réemploi créatif. Nous avons ainsi enquêté auprès de trois structures inspirées du même modèle à New York, Berlin et Paris, qui privilégient le détournement des objets et la récupération de matière à des fins créatives et artistiques.

Indépendamment des associations qui se multiplient et participent à l'institutionnalisation des pratiques de récupération dans les sociétés occidentales, la requalification des restes est aussi largement prise en charge par des particuliers amateurs, vendeurs occasionnels, le temps d'un dimanche ou d'une saison. Nous avons étudié cet aspect en Suède, où se pratiquent, l'été et en milieu rural, des « ventes de grange » (*loppis*) que l'on peut rapprocher des « ventes de garage » (*garage sales*) états-uniennes.

Contrairement aux pays du Nord, où la récupération prend de l'ampleur et s'institutionnalise, les récupérateurs des pays du sud de la Méditerranée doivent faire face à des situations de plus en plus difficiles : l'arrivée des grandes multinationales sur des marchés de collecte auparavant confiés au secteur informel et l'imposition de normes internationales quant à la gestion des décharges

rendent leurs conditions de travail et de vie de plus en plus précaires. Ils n'en restent pas moins, dans les deux pays étudiés, Égypte et Maroc, un maillon incontournable de la collecte et du tri des matières.

Ce choix varié de terrains nous a non seulement permis d'étudier différentes facettes du phénomène et de faire émerger des enjeux spécifiques à chaque terrain, mais aussi de faire apparaître des motifs récurrents et ce, d'autant plus que l'enquête et la grille d'observation ont été élaborées collectivement et régulièrement retravaillées en fonction des matériaux empiriques recueillis au fur et à mesure par les membres de l'équipe.

Nous nous sommes intéressés aux processus de transmission et de requalification des objets, au travail des individus qui les requalifient. Cela nous a conduits à considérer les opérations d'évaluation et de classification – notamment dans leurs dimensions circulatoires et narratives – à l'œuvre dans les différentes séquences du travail de requalification. L'incertitude du statut de ces objets-déchets (objets dont le devenir est lié à leur perte, objets à la limite de l'être et du non-être) évoque ce que Cyrille Harpet appelle une « horloge chaotique des sciences¹⁹ ». De l'archéologie à la criminologie, l'auteur recense dix-sept sciences prenant le déchet comme objet. Le croisement de plusieurs approches disciplinaires (l'anthropologie, la géographie, la sociologie) s'avère donc propice à l'analyse du réemploi, processus dont l'incertitude invite à le saisir de manières multiples.

Notre ouvrage aborde des thématiques transversales comme la structuration (ou la non-structuration) de secteurs du réemploi dans les pays étudiés (chapitre 1), les formes d'emploi des travailleurs de la récupération (chapitre 2), les dispositifs sur lesquels s'appuient ces travailleurs pour créer de la valeur économique, essentiellement dans les pays du nord de la Méditerranée (chapitre 3). Il se poursuit par la situation particulière des récupérateurs et des ventes d'objets usagés en Égypte et au Maroc (chapitre 4). Enfin, il ouvre sur les histoires qui se transmettent à l'occasion de l'acquisition d'objets lors des ventes de grange en Suède (chapitre 5) et sur les enjeux à l'œuvre dans le développement d'activités de « réemploi créatif » (chapitre 6), pour revenir en conclusion sur les enjeux de la requalification des restes.

19. Cyrille Harpet, *Du déchet : philosophie des immondices : corps, ville, industrie*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 66-67.

Développement durable

*Natalie Benelli, Delphine Corteel, Octave Debary,
Bénédictte Florin, Stéphane Le Lay, Sophie Rétiş*

QUE FAIRE DES RESTES ?

Le réemploi dans les sociétés d'accumulation

Dans la vie sociale des objets, la phase « déchet », moment où ils sont sans usage ni valeur, ne devrait plus être que transitoire. Alors que nous continuons de produire de plus en plus de biens tout en prétendant limiter les déchets, nos objets-restes doivent redevenir des richesses.

Ressourceries, vide-greniers, récupérateurs, *garage sales*... Peu étudié et encore peu visible, le secteur du réemploi est devenu partie prenante des politiques publiques de prévention des déchets dans de nombreux pays. Ressuscitant en les transformant des pratiques longtemps déconsidérées par la société de consommation telles que la biffe et le chiffonnage, il remet en circulation les objets déchus afin de leur trouver de nouveaux utilisateurs, voire de nouvelles utilisations.

Anthropologues, géographes et sociologues, les auteurs de cet ouvrage se penchent sur les pratiques du réemploi en Allemagne, en Égypte, aux États-Unis, en France, en Italie, au Maroc et en Suède. Ils donnent à voir les ambiguïtés d'un secteur qui n'œuvre pas seulement à réhabiliter les choses mais aussi les personnes qu'il emploie, le délicat exercice consistant à redonner de la valeur aux objets-restes notamment à travers la création artistique et, plus largement, le rôle d'échange et de transmission des objets qui circulent de main en main.

SciencesPo
LES PRESSES



ISBN 978-2-7246-2020-7

15€